

WACSERIES

Volume 6, Numéro 4 - Février 2020



WEST AFRICA CIVIL SOCIETY INSTITUTE

Les Médias en Afrique de l'Ouest: Une Urgence pour l'espace Civique



Rachad Bani Samari

AUTEUR



Rachad Bani Samari est assistant de programmes dans le cadre du programme Médias et bonne gouvernance de la Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA). Il est titulaire d'une licence en traduction. Il est également un ancien élève du programme de stage 2018 pour la prochaine génération de l'Institut de la société civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI). Rachad a une compréhension régionale de la société civile et du paysage médiatique et se passionne pour les questions liées à la démocratie, au leadership et à la réduction de la pauvreté. Il travaille actuellement sur un projet visant à renforcer la participation du public et la demande de responsabilité par le biais de plateformes de dialogue efficaces sur les médias et la gouvernance. Rachad est animé par le désir de contribuer au développement de l'Afrique. Il est convaincu que le potentiel de croissance de l'Afrique ne peut être libéré que si les citoyens sont informés et habilités à prendre en charge leur propre destin.

ÉQUIPE EDITORIALE

Jimm Chick Fomunjong – Chef, Unité de Gestion des Connaissances

Christian Elongué Ngnoussi – Chargée de programme, Unité de Gestion des Connaissances

À PROPOS DE WACSI

L'Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI) a été créé par l'Initiative de la Société Ouverte de l'Afrique de l'Ouest (OSIWA) pour renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de la société civile dans la région. WACSI est également un centre de référence pour la formation, la recherche, la documentation, le partage d'expérience et le dialogue politique pour les organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest

www.wacsi.org

À PROPOS DE WACSeries Issue Paper

Les WACSeries sont des périodiques d'analyse sur des thèmes d'actualité et les enjeux pertinents pour l'Afrique de l'Ouest. Ces articles fournissent aux experts, chercheurs et praticiens un espace pour réfléchir, analyser les questions et débats émergents et faire des recommandations pertinentes. Les éditions du WACSeries Issue Paper sont plus stimulantes sur le plan intellectuel. Elles fournissent des réflexions et analyses critiques sur les questions liées à l'efficacité du développement de la société civile.

OBJECTIFS DE WACSeries Issue Paper

- Sensibiliser sur des questions clés en Afrique de l'Ouest;
- Susciter des débats sur ces questions;
- Proposer des recommandations sur la participation de la société civile dans le plaidoyer;
- Fournir des recommandations aux décideurs.

LES MEDIAS EN AFRIQUE DE L'OUEST: UNE URGENCE POUR L'ESPACE CIVIQUE

Copyright WACSI 2020

Tous droits réservés. Aucune partie de cet article ne peut être utilisée ou reproduite de quelque manière que ce soit sans la permission écrite de l'Institut, sauf dans les cas de brèves citations dans des articles et revues critiques. Pour plus d'informations, écrivez à :

L'Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI)
No. 9 Bingo Street, East Legon
P.O. Box AT 1956, Achimota
Accra, Ghana

Email : research@wacsi.org
Tel : +233 (0) 302 550 224

Citer ce document: R. B. Samari, Les Médias en Afrique de l'Ouest: Une Urgence pour l'espace Civique , WACSI, WACSeries, Issue Paper, Vol. 6, Numéro. 4, Février 2020, Accra, Ghana.

Avertissement: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leurs auteurs. WACSI n'assume aucune responsabilité relative aux opinions exprimées.



LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

RIDDE	Revue Internationale du Développement et de la Durabilité Economique
IDE	Investissements Directs Etrangers
MFWA	la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest
RSF	Reporter Sans Frontière
WAJA	Association des journalistes d'Afrique de l'Ouest
USD	Dollar des États-Unis
BMA	Baromètre des Médias Africains
ANP	Autorité Nationale de la Presse
MPM	Moniteur sur la Propriété des Médias
OSC	Organisations de la Société Civile
WADR	Radio Ouest Africaine pour la Démocratie
GHs	Ghana cedis



RÉSUMÉ



Les médias ont joué un rôle important en amplifiant la voix des citoyens, en surveillant les actions des fonctionnaires et en demandant des comptes aux gouvernements. Ces rôles joués par les médias ont été très déterminants pour mener à la transition démocratique observée dans toute la région. Ainsi, à partir des années 1990, l'Afrique de l'Ouest a observé une vague de changement qui a fourni un environnement favorable à un paysage médiatique en plein essor. Cependant, ces dernières années, les médias ont été de plus en plus confrontés à des défis qui menacent leur existence même. Il est crucial que les acteurs de l'industrie des médias relèvent ces défis croissants et commencent à mettre en œuvre des mesures qui peuvent les aider à construire des organisations médiatiques fortes, résistantes et durables qui peuvent contribuer de manière significative au voyage démocratique de la région.



Introduction

La vague démocratique qui a déferlé sur l'Afrique de l'Ouest dans les années 90 a amélioré et renforcé le système de gouvernance de la région. La stabilité politique qui a marqué cette période figure parmi les facteurs qui ont favorisé la hausse des investissements et l'amélioration des indicateurs économiques à travers la région. Selon la [Revue Internationale sur le Développement et la viabilité Economique](#), entre 1990 et 1994, la région ouest-africaine a presque doublé son taux d'investissement direct étranger. Grâce à cette vague de changement, la région a connu une amélioration sans précédent de la liberté d'expression et de la presse qui a favorisé la multiplication des organes de presse. De nos jours, les médias jouent un rôle indispensable dans la société. Ils fournissent des informations aux populations et les aident à prendre des décisions informées. En jouant leurs rôles de veille, les médias font un suivi démocratique de l'action gouvernementale, et jette la lumière sur des cas de corruption ou de mauvaise gestion des ressources publiques. Les informations diffusées par le biais de la télévision, la radio, les journaux, l'internet, ainsi que les téléphones portables aident à créer un marché ouvert et compétitif qui représente la pierre angulaire d'un système économique réussi. Cependant, malgré cette contribution des médias à l'amélioration de nos sociétés, ils font souvent l'objet de plusieurs critiques qui menacent leur existence. La présente analyse explore certaines des menaces émergentes aux médias en Afrique de l'Ouest. Nous formulons aussi des mesures qui peuvent être prises par différentes parties prenantes en vue de créer un environnement favorable aux médias afin qu'ils servent mieux l'intérêt des citoyens.



A- LES MENACES AUX MÉDIAS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Malgré le fait que les médias en Afrique de l'Ouest représentent un moteur au développement social, économique, et politique, ils sont confrontés à des défis qui limitent leurs efficacités. Le présent document de discussion explore quelques menaces pertinentes auxquelles font face les médias dans la région. Ces menaces comprennent entre autres le rétrécissement de l'espace civique dans la plupart des pays Ouest Africain, les pratiques non-professionnelles de certains hommes de presse, ainsi que la faible durabilité financière des organes de presse.

1. Le rétrécissement de l'espace civique

Suite à l'amélioration des valeurs et pratiques démocratiques à travers la sous-région, les régimes militaires répressifs ont cédé la place à des dispositions constitutionnelles et des instruments législatifs qui protègent relativement la liberté d'expression et de la presse. Au cours des années qui ont suivies, nombre de pays se sont engagés dans le processus [d'abrogation des lois](#) sur les poursuites pénales et diffamations à l'endroit des professionnels des médias, et ont adopté des projets de lois telles que la loi d'accès à l'information. Ces différentes pratiques ont contribué à créer un environnement favorable nécessaire afin que les médias puissent mieux jouer leurs rôles de veille et servir de porte-parole aux citoyens.

Les organes de presse ont nombre de fois démontré qu'ils sont capables de prospérer et de réussir lorsqu'ils

opèrent dans un environnement favorable. Les enquêtes révélatrices et les collaborations transfrontalières telles que le [West Africa Leaks](#) ne sont possibles que quand les journalistes travaillent dans un environnement adéquat. Les garanties offertes par la constitution, malgré leurs faiblesses, créent une certaine protection qui permet aux journalistes d'oser conduire des investigations, exposer, et combattre des actions arbitraires et illégales de certaines autorités gouvernementales.

Cependant, à la suite des répressions considérables sur les droits fondamentaux de la liberté d'expression et de la presse, ainsi que le rétrécissement de l'espace civique, la sécurité et la liberté d'expression et de la presse dont jouissaient les professionnels des médias sont aujourd'hui menacées. Selon le [Moniteur CIVICUS](#) outre le Cap Vert (qui est ouvert), tous les autres pays d'Afrique de l'Ouest ont un espace civique restreint ou obstrué. De plus en plus, un sentiment d'intimidation et des tentatives visant à opprimer la liberté d'expression commencent à faire surface étant donné que les professionnels des médias se voient [voient dépourvu de leurs droits](#) lorsqu'ils expriment des points de vue critiques à l'endroit des gouvernements ou des formations politiques.

Harcèlements Brutaux: En 2018, la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA) a [enregistré près de 8 morts et 152 violations](#) à l'endroit des professionnels des médias et des citoyens dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest. Ces événements sont le résultat d'une série de ré-

pressions brutales à l'endroit des manifestants à la recherche d'une forme de justice sociale. En 2019, le Ghana a enregistré la mort d'un journaliste d'investigation brutalement assassiné pour des raisons professionnelles. D'autres journalistes dans le pays font l'objet de menaces lorsqu'ils informent les citoyens sur les mauvaises pratiques de gouvernance du régime en place.

Coupure d'Internet : Dans le but de museler la liberté d'expression et de la presse, certains gouvernements en Afrique de l'Ouest font de plus en plus recours à la coupure d'internet. Depuis 2017, les gouvernements du Togo, du Libéria, de la Sierra Leone, et du Bénin ont fait recours à la coupure d'internet dans le but de réduire le flux de circulation de l'information entre citoyens, et de disperser les manifestants en colère.

Fermeture des organes de Presse : Les organes de presse indépendants privés dans certains pays Ouest Africain sont intimidés ou fermés sur des bases de diffamations et de violation du code d'éthique et de déontologie. Selon le rapport 2018 de l'Etat de la Liberté d'Expression au Burkina Faso, les médias sont de plus en plus intimidés ou paralysés par de lourdes amendes et des taxes qui les forcent à mettre la clé sous le paillason. En 2019, une station radio au Nigeria, et deux radios affiliées à l'opposition [au Ghana ont été fermées](#) par le gouvernement.

Faibles Législations: TLe paysages des médias a aussi connue un recul considérable en ce qui concerne les législations. Les médias continuent de faire face à de sérieuses difficultés en ce qui concerne les poursuites judiciaires, les détentions arbitraires, et les tortures. Au Nigeria, une loi de Cybercriminalité qui a été adopté en 2015, [permet aux forces de l'ordre d'arrêter les bloggeurs et les journalistes en ligne sur](#) les bases de « cyber harcèlement ».

Malgré le soulagement survenu suite à la récente adoption de la loi sur l'accès à l'information au Ghana, près de six pays en Afrique de l'Ouest ont encore du pain sur la planche pour ce qui est de l'adoption de cette loi au profit de leurs journalistes et citoyens. Aussi, malgré le fait que dans des pays tels que le Bénin, le Ghana, et la Guinée il existe des lois garantissant la liberté d'expression et de la presse, le secteur des médias connaît une répression considérable contre les dissidents et les journalistes qui expriment des points de vue critiques.

En Guinée, le droit de manifester est fortement menacé et on observe une [intolérance grandissante](#) du gouvernement faces aux dissidents qui manifestent contre des changements constitutionnels qui pourraient permettre au président de briguer un troisième (3eme) mandat. Lors de [récentes manifestations](#), tle pays a enregistré neufs morts, 70 blessés et 200 arrestations.

Selon Reporter Sans Frontière (RSF) dans les pays tels que le [Togo](#), til existe une pratique croissante de l'autocensure parmi les journalistes, et au [Benin](#) sdepuis l'élection de Patrice Talon, les grandes lignes des reportages pro-gouvernementaux sont souvent envoyés aux médias après le Conseil des Ministres.

2. Faible Niveau de Professionnalisme parmi les Professionnels des Médias

Dans plusieurs pays en Afrique de l'Ouest, les médias sont connus comme étant le 4ème pouvoir. Une position aussi influente est le fruit d'une reconnaissance du rôle pertinent qu'ils jouent et de plusieurs années de journalisme de qualité, ainsi que de la production des contenus médiatiques pertinents. Plusieurs vétérans de l'industrie des médias admettent que le journalisme ainsi que les contenus médiatiques entre les années 70 et 90 étaient de meilleures qualités comparées aux productions médiatiques de nos jours. Ces dernières années, la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA) a [enregistré](#) une baisse brutale du respect des normes professionnelles journalistiques et une augmentation significative des violations du code de l'éthique et de déontologie par les hommes de presse.

La [baisse constante des normes professionnelles](#) dans l'industrie des médias se manifeste par des reportages de mauvaise qualité, la partisanerie, et l'incapacité constante de certains journalistes à adhérer aux normes éthiques de bases du journalisme. Le [Baromètre des Médias Africain](#) de 2017 sur le Togo indique que plusieurs journalistes dans le pays publient des informations non-vérifiées et ne sont pas informés de l'existence d'un Code d'Ethique élaboré par l'Observatoire Togolais des Médias. L'augmentation du nombre d'organes de presse ne se traduit pas forcément en une amélioration de la qualité des reportages. Ce phénomène de plus en plus grandissant pourrait être partiellement attribué à l'augmentation du nombre d'amateurs dans l'industrie des médias. Au Ghana par exemple, certains organes de presse, dans le désir de mobiliser plus de revenus en vue de gérer les charges financières, préfèrent embaucher des personnes qui «[attirent le public](#)' » et qui disposent de qualités oratoires mais qui n'ont pas nécessairement reçus de formations pour faire un travail journalistique professionnel.

Un autre facteur qui contribue à ce manque de professionnalisme dans l'industrie des médias est lié au scoop. Dans une industrie aussi compétitive dans laquelle la plupart des journalistes sont à la chasse aux informations pour leurs organes, une fois qu'il y a une information de dernière heure, le désir urgent de certains organes de presse à être les premiers à diffuser l'information devient plus prioritaire, ainsi donc, les différentes étapes de traitement de l'information ne sont souvent pas rigoureusement respectées et les normes d'éthiques et de déontologies acceptées sont ignorées. Les effets directs de telles pratiques sont la violation constante du code éthique et de déontologie du journalisme, la production des informations fausses et partiales, et la multiplication des procès pour diffamation contre les médias. La croissance du phénomène des citoyens journalistes qui parfois partagent de fausses informations, et la montée en puissance des réseaux sociaux a aggravé la situation et endommagé la crédibilité des journalistes.

Aujourd'hui, dans les pays tels que la Cote d'Ivoire, le Niger,

le Ghana, et le Sénégal, de plus en plus, les citoyens ne font plus confiance aux médias. Selon le [apport 2018 de l'Afro baromètre sur le Ghana](#), la majorité des citoyens indiquent que le gouvernement a le droit d'arrêter un média de publier des informations qu'il considère dangereux pour la société. Le rapport met aussi l'accent sur la chute rapide de l'appui des populations aux médias, en soulignant une baisse de 55% en 2005 à 36% en 2017. Selon la MFWA, cette situation est due en partie à une perception indiquant une baisse du respect des normes éthiques et déontologiques et la montée de la corruption dans l'industrie des médias.



3. Faible viabilité financière des organes de presse

De par le passé, les professionnels des médias se sont plaints de leurs conditions de travail et des faibles rémunérations. Le rapport de [2010 sur l'index de la viabilité des médias en Côte d'Ivoire](#), souligne que plusieurs journalistes sont incapables de prendre en charge leurs frais de transport pour couvrir un événement. Ces plaintes d'ordres légitimes ont favorisé la [campagne régionale](#) de l'Association des Journalistes de l'Afrique de l'Ouest en vue d'améliorer les conditions de travail et les rémunérations des journalistes.

Dans les pays tel que le Burkina Faso, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, et le Bénin, les professionnels des médias ont adopté une convention collective de concert avec les éditeurs des médias dans le but d'améliorer les conditions de travail des hommes de presse. Cependant, cette approche a connu des résultats assez limités. Selon le rapport [2018 du Baromètre des Médias Africains](#) sur le Bénin, malgré l'adoption d'une convention collective qui limite le salaire minimum des journalistes 154 USD, certains journalistes sont toujours payés à 80 USD.

C'est dans ce contexte que plusieurs éditeurs de médias ont également souligné qu'ils enregistrent de faibles revenus et que l'industrie des médias dispose de faibles modèles de viabilité financière. Aussi, suite au marketing numérique qui prend de plus en plus la place des médias traditionnels, le volume des budgets publicitaires auparavant alloués à la presse traditionnelle baisse lentement. Cet état des lieux, ainsi que le coût élevé des opérations aggravent la situation

financière déjà faible des médias. Maintenir les opérations et faire face à des charges financières élevées est devenu une lourde tâche pour les organes de presse à travers la région. Cette situation a entraîné plusieurs médias à mettre la clé sous le paillason suite à leur incapacité à honorer les impôts. Au Niger par exemple, [RSF a indiqué](#) la fermeture en 2017 de dix organes de presse pour non-paiement des impôts. Dans un contexte de faibles salaires et de mauvaises conditions de travail, l'industrie des médias enregistre un taux phénoménal de démission des professionnels qui décident d'exercer dans d'autres secteurs. La combinaison de mauvaises pratiques professionnelles, et les faibles salaires conduit à une tendance vers la médiocrité. Cette situation pourrait davantage rendre les journalistes vulnérables à la corruption.

En Côte d'Ivoire par exemple, [le paysage médiatique est fortement divisé](#). Les organes de presse s'affilient aux partis politiques qui financent leurs opérations. Dans le pays, il existe les journaux verts affiliés au parti politique actuellement au pouvoir, et les journaux bleus affiliés au parti politique de l'ancien président Laurent Gbagbo. Selon l'Autorité Nationale de la Presse (ANP), [la plupart des violations](#) du code de l'éthique et de la déontologie journalistique sont perpétrées par les journaux affiliés aux partis politiques. En 2012, Ibrahim Sy Savané Président de l'Organe National de Régulation des Médias a souligné que, « pour que les médias puissent [survivre](#), elles ont besoin d'entretenir des liens étroits avec un parti politique qui dispose de militants et d'une audience d'une certaine taille ». Plusieurs médias au Sénégal, au Ghana, au Niger, et même au Bénin ne font exception à cette réalité. Selon le [Moniteur sur la Propriété des Médias](#) for example, one third of media in Ghana has a political affiliation. This situation has crippled the independence of editors and turned the media industry into a tool used by some political and business cronies to satisfy their individual aspirations. This context in which the media is operating today is highly marked by the concept of "media capture". This refers to media systems that have become tools of the ruling economic and political elites. The dependence of media houses to political and economic bigwigs can be attributed to the media's financial vulnerability, hence, a survival tactic.

Cette situation a handicapé l'indépendance des rédacteurs en chef et a transformé les médias en instruments utilisés par certains membres de l'élite du monde politique et des affaires pour satisfaire leurs aspirations individuelles. Le contexte dans lequel les médias opèrent aujourd'hui est fortement marqué par le concept d'« instrumentalisation des médias ». Ce concept fait référence à une situation dans laquelle les médias deviennent des outils de l'élite économique et politique. Le fait que les médias dépendent des gourous politiques et économiques pourrait être dû à leurs vulnérabilités financières. Cette croissance du phénomène de la faible viabilité financière menace l'existence même d'une industrie des médias crédible à travers la région. Les acteurs clés du secteur des médias sont témoins du sacrifice de l'indépendance des médias à l'autel de l'accès aux fonds.



B- B- LA VOIE À SUIVRE

Au vu du nombre croissant des violations perpétrés à l'égard des professionnels des médias, et le nombre de défis auxquels fait face l'industrie des médias, il urge d'entreprendre des actions rapides, robustes et pratiques. Les parties prenantes de l'industrie des médias sont donc exhortés à mettre en œuvre les mesures suivantes.

1. Aux Défenseurs de la Liberté des Médias:

• **Créer une coalition de plaidoyer pour la liberté d'expression et de la presse:** La plupart des gains qui ont contribué à l'expansion de l'espace civique ont été obtenu lorsque les parties prenantes ont décidé de mettre de côté leurs différends et de se battre pour une cause commune. Les parties prenantes dans le secteur des médias ainsi que les sympathisants au travail des médias devraient créer un réseau en s'appuyant sur les forces des uns et des autres. Cette collaboration pourrait aider à contrer de façon proactive les mesures visant à priver les médias de leurs droits, et représenter un organe qui lutte pour une véritable liberté de la presse à travers la sous-région.

2. Universitaires:

• **Améliorer le programme de formation:** Le partage d'information en cette ère contemporaine est facilité par l'utilisation des réseaux sociaux et le nouveau phénomène des citoyens journalistes. En vue de rendre les médias traditionnels pertinents et compétitifs, il est important d'améliorer les modules de formations. Les programmes de formations journalistiques devraient être adaptés aux nouvelles réalités, et renforcés en vue de bâtir de solides fondations pour plus de professionnalisme dans le processus de collecte, de traitement, et de partage des informations conformément au code de l'éthique et de la déontologie journalistique.

• **Inclure dans les formations journalistiques des cours liés aux affaires:** Il est crucial pour les profes-

sionnels des médias d'apprendre plus sur l'aspect commercial de leur travail et comment adapter les médias à l'environnement commercial. En vue de garantir la survie de l'industrie des médias, il est impératif que les futurs journalistes disposent de compétences de bases en affaires. Cette approche pourrait aider à faire face au défi de viabilité financière et contribuer à la production de robustes et visionnaires «journalpreneurs» (Journalistes entrepreneurs) capables de contribuer à la création d'entreprises innovantes pour les organes de presse

3. Médias:

• **Partenariat avec les OSC:** En tant qu'acteurs majeurs dans l'espace civique, les médias peuvent positionner leurs expertises en vue d'appuyer des plans d'actions spécifiques de certaines OSC et démontrer leurs pertinences ainsi que la valeur ajoutée qu'elles apportent en appuyant les initiatives de développement. A travers cette approche, les médias peuvent tisser des alliances avec les OSC et au lieu d'être invités de temps à autre pour couvrir des événements, ils seront entièrement intégrés dans les projets. Ainsi, les coûts associés à leur travail seront totalement pris en charge en vue de garantir assez de couverture médiatique pour la promotion de l'objectif du projet, et partager ses résultats afin d'informer et de générer un impact positif. Un exemple de cette approche est le partenariat entre la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA) et SUD FM au Sénégal où la radio est partenaire dans le cadre d'un projet qui vise à améliorer la participation citoyenne dans la gouvernance et la demande de redevabilité.

Aussi, à travers ces partenariats, les organes de presse pourront facilement avoir accès à des rapports rédigés par les OSC. En se basant sur de tels rapports, les organes de presse pourraient faire baisser la tendance grandissante de la pratique de diffamation dans l'industrie des médias et améliorer leur profession-

nalisme en fournissant des informations factuelles et basées sur des preuves pour défendre leurs contenus.

- **Développer des projets/initiatives pour faire face à des questions d'ordre social:** Les médias doivent se réinventer et aller au-delà de la publication/diffusion de l'information. En tant que membre de la fraternité de la société civile, les médias devraient développer des initiatives de développement social tout en s'appuyant sur leurs missions et expertises pour atteindre leurs objectifs. Ainsi, les médias pourraient postuler pour des financements leur permettant de faire par exemple des reportages sur les élections, des cas de corruption – la redevabilité sociale, l'éducation, l'industrie pétrolière, l'autonomisation de la jeunesse et des femmes, etc. Par le biais de cette approche, les médias pourraient explorer leurs potentiels non-utilisés, obtenir des financements pour payer un personnel qualifié et réduire leurs dépendances des élites politiques et économiques. Par exemple, la [Radio Ouest Africaine pour la Démocratie](#) a adopté cette approche. Elle met actuellement en œuvre un projet qui vise à renforcer la capacité des médias à faire face au phénomène de l'immigration dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest avec l'appui financier de l'ambassade d'Allemagne à Dakar.

- **Etre Innovant:** Les médias devraient être plus créatifs dans la conception des émissions qui répondent à des questions sociales et qui peuvent aussi générer des fonds en plus des revenus provenant des publicités. Par exemple, CITI FM au Ghana a initié une Guerre Contre l'Indiscipline (War Against Indiscipline) – un projet qui consiste à nommer et à honnir les conducteurs qui enfreignent le code routier et par la même occasion aider la police ainsi que les agences de control routier à identifier ces conducteurs, fixer et récupérer les amendes tout en inculquant la discipline parmi les usagers de la route. Lors de ses six premiers mois, le projet [a généré à l'Etat](#) plus de GHs 258,000. Vue l'impact d'une telle initiative, il urge que l'industrie des médias s'engage dans un brainstorming, identifie, et développe des stratégies innovantes qui lui permettra et rester pertinent et être capable de financièrement mener à bien sa mission.

4. Les Organisations de développement des Médias :

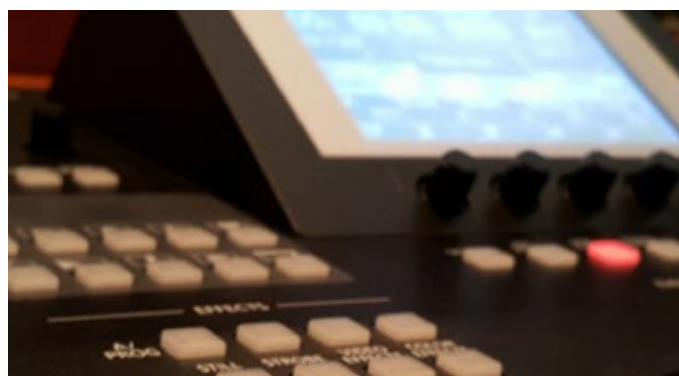
- **Organiser des formations in situ pour les non-professionnels et professionnels des Médias:** Les personnes à qui il a été permis de pratiquer le journalisme, sans qu'ils aient reçu des formations formelles doivent impérativement recevoir de courtes formations intensives en journalisme avec un accent particulier sur le code de l'éthique et de la déontologie. Les organes de presse devraient aussi s'assurer d'assister leurs journalistes (financièrement, ou en leurs octroyant des congés pour études), à prendre des cours de remise à niveau afin qu'ils puissent apprendre les nouvelles techniques de pratiques et mettre à jours leurs compétences. Les organes de presse pourraient aussi organiser à leurs propres comptes des formations in situ en se basant

sur les besoins spécifiques. Cette approche pourrait être à la fois moins couteuse et bénéficier à plus de personnel.

- **Mettre en place un système de mentorat entre l'ancienne et la nouvelle génération de journalistes:** L'un des défis auquel fait face la région et l'Afrique toute entière est l'écart intergénérationnel. Il est nécessaire de rapprocher l'ancienne génération de journalistes à la nouvelle. Cette approche permettra à l'ancienne génération de jouer non seulement un rôle de mentor mais lui permettra aussi d'inculquer à la nouvelle génération les principes, l'identité, le respect du code éthique et de déontologie, et du courage dans la recherche de la vérité. Cette pratique permettra à l'ancienne génération de transférer à la nouvelle les valeurs qui sont indispensables pour gagner à confiance du public.

- **Développer les capacités Institutionnelles des médias:** Les institutions de développement des médias doivent aussi se concentrer sur le développement des capacités institutionnelles des médias à travers la région. Cette approche est vitale pour les organes de presse qui démontrent un tel besoin et cruciale pour garantir la viabilité institutionnelle des médias à travers la région. Un appui pourrait être fournit en élaborant et en utilisant des modules pour la formation des managers des médias, en assistant à la création d'une ressource humaine efficace, a des politiques administratives et financières, et des systèmes de fonctionnement, entre autres.

- **Accompagner les médias dans l'élaboration des modèles de viabilité financières:** La viabilité financière représente une menace sérieuse à l'existence des médias indépendants dans la région. Les organisations de développement des médias doivent assister les médias dans l'élaboration des plans d'affaires financièrement viables, des plans de marketing, ainsi que des méthodes innovatrices pour la mobilisation de ressources. Les organisations de développement des médias pourraient aussi aider dans la mise en œuvre d'initiatives qui pourraient permettre aux médias de profiter du potentiel de l'espace numérique en vue de mobiliser plus de ressources afin de maintenir leurs opérations. nancially sound business models, marketing plans, and innovative methods of generating resources. Media development organisations can also assist in rolling out systems that could help the media to tap into the digital space to generate revenue to support their work.





CONCLUSION

Le paysage des médias se trouve aujourd'hui à un carrefour où il doit se redéfinir. Il est crucial pour les OSC, les défenseurs de la liberté d'expression et de la presse, et les universitaires d'entreprendre des initiatives clés pour faciliter l'émergence d'un environnement adéquat pour les médias. La nature des actions entreprises déterminera si les années à venir seront concentrées sur la lutte contre l'abrogation des droits obtenus par les médias ou sur un nouvel élan qui visera à bâtir une industrie médiatique forte et résiliente. Les acteurs du secteur des médias doivent rapidement redéfinir et activement mener à bien leurs rôles afin de s'adapter à un environnement en constant changement en vue de faire face à un futur incertain. Mais pourront-ils trouver le courage, ainsi que les outils nécessaires pour surmonter ces défis complexes grandissants?

“La tendance croissante des journalistes citoyens qui partagent parfois beaucoup de fausses nouvelles et l'essor des médias sociaux ont encore aggravé la situation et porté atteinte à la crédibilité des journalistes”

WACSI

Renforcer la société civile
© WACSI 2020 Tous droits réservés.